

Brochure n° 3020

Convention collective nationale
IDCC : 787. – PERSONNEL DES CABINETS
D'EXPERTS-COMPTABLES
ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

AVENANT N° 35 DU 10 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2012

NOR : ASET1250534M

IDCC : 787

Entre :

L'IFEC ;

L'ECF,

D'une part, et

La CFDT ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément à l'article 5.1.1 et notamment le 5.1.1.3, les parties, dans le cadre de l'examen annuel des salaires, conviennent de différentes mesures contribuant à l'augmentation des salaires minima :

- la valeur de base sera désormais appliquée aux 164 premiers points et la valeur hiérarchique s'appliquera au-delà ;
- la valeur de base et la valeur hiérarchique sont fixées comme suit.

Article 1^{er}

Rémunération annuelle des personnels relevant de la grille générale (annexe A)

Les rémunérations minimales annuelles des personnels relevant de la grille générale s'établissent à partir des valeurs de point suivantes :

Au 1^{er} avril 2012 :

- valeur de base : 101,5 € bruts ;
- valeur hiérarchique : 63,5 € bruts.

Au 1^{er} octobre 2012 :

- valeur de base : 102 € bruts.

Article 2

Existence d'une convention annuelle en jours

Pour les salariés cadres ayant conclu avec leur employeur une convention annuelle fixant une durée de travail égale à 217 jours, hors dispositif « journée de solidarité », la rémunération annuelle minimale s'élève à :

- 31 800 € bruts à compter du 1^{er} avril 2012 ;
- 32 000 € bruts à compter du 1^{er} octobre 2012.

Article 3

Rémunération annuelle des personnels relevant de l'indice 40 de la grille générale (annexe B)

Pour les salariés inscrits à l'ordre des experts comptables et/ou à la compagnie des commissaires aux comptes relevant de l'indice 40 de la grille générale des emplois figurant en annexe B de la convention collective, la rémunération annuelle minimale s'élève à 40 000 € bruts à compter du 1^{er} avril 2012.

Les syndicats signataires mandatent le secrétariat de la commission paritaire nationale pour demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 10 février 2012.

(Suivent les signatures.)